

AU BRÉSIL ET EN FRANCE, UNE LUTTE COMMUNE

Organisé par des brésiliens résidents en France, le **MD18** est né le 18 mars – à l'anniversaire de la Commune de Paris – en opposition au coup d'État de velours mené aujourd'hui par l'extrême-droite au Brésil. Lors de chaque journée de mobilisation au Brésil, nous nous sommes mobilisés aussi à Paris. Notre dernière manifestation a eu lieu le 31 mars, à la Place de la République, quelques heures avant la première **Nuit Debout**, un mouvement qui nous a fait voir combien notre lutte n'était pas isolée. Nos luttes, jusqu'ici parallèles, doivent s'unir dans le cadre de la **convergence** de luttes, car les problèmes de fond auxquels nous devrons faire face sont les mêmes :

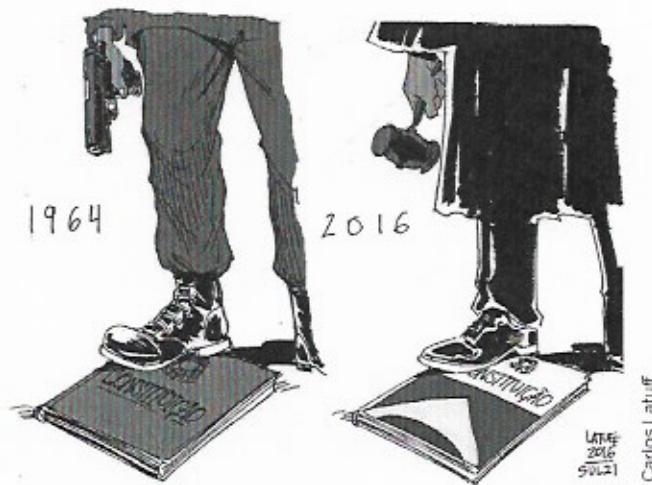
- **FLEXIBILISATION DU TRAVAIL** : la principale organisation patronale du Brésil a dépensé plus de **€ 200 millions** dans une campagne publicitaire pour le putsch. Leur but est d'en finir avec les lois de protection du travail, de promouvoir des mesures de « flexibilisation », la réduction radicale des droits à la retraite et au **chômage**, ainsi que faciliter les **licenciements**. Le modèle avoué est celui des réformes proposées en France.

- **CORRUPTION INTERNATIONALE** : les principales figures politiques de l'opposition sont impliquées dans des affaires de corruption, du « Swiss Leaks » au « Panama Papers ». Parmi les 65 députés censés juger l'impeachment, 36 sont déjà mis en examen. Le président de l'Assemblée législative, toujours responsable de la procédure de destitution, a dissimulé un patrimoine supérieur à **15 millions d'euros** en Suisse. Contre la présidente elle-même, il n'y a toujours pas d'accusations de corruption.

- **MONTÉE DU FASCISME** : des nombreux cas d'agression contre des homosexuels, des immigrants, des organisations féministes et le mouvement noir ont été registrés. Des intellectuels opposés au putsch sont menacés et même des évêques ont déjà été attaqués. Un journaliste lié à l'extrême-droite a même publié une liste d'intellectuels et d'artistes indésirables, où figurent, par ex. les noms de Chico Buarque et Gilberto Gil.

MD18

movimento
democrático
18 de março



- **ÉTAT POLICIER** : la police militaire brésilienne a été créée pendant la dictature. Selon Amnesty International, celle de Rio, à elle seule, a **tué 1.275 personnes** entre 2010 et 2013. Les habitants des banlieues sont ses principales victimes, les mouvements sociaux et les **syndicats** ses cibles préférées. Tandis que les manifestants de droite applaudissent la police, nous exigeons la fin de tout État policier et de l'état d'urgence institué en France.

- **MANIPULATION MÉDIATIQUE** : Au Brésil comme en France, les informations que les médias corporatifs font circuler sur la crise politique sont fausses ou biaisées. Les médias font croire que « le peuple » est contre la présidente, mais moins de 5% de ceux qui manifestent pour sa destitution sont **noirs**, tandis que les noirs constituent 53% de la population brésilienne.

Notre lutte n'a pas pour but le soutien d'un gouvernement, mais une lutte pour la **démocratie**, pour les **droits des travailleurs** et contre l'**état policier**. C'est dans ce sens que nous voulons unir notre lutte à la vôtre, en nous battant à vos côtés dans les rues de Paris aujourd'hui et dans les jours qui viendront.